

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 12/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIO YVELINES SERVICES**

Lieu dit "Le Crapaud"  
Chemin des Princes - RD 7  
78870 Bailly

Code AIOT : 0006518021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement BIO YVELINES SERVICES implanté Lieu-dit le Crapaud 78870 Bailly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée de façon inopinée et faisait suite à un signalement transmis le 20 janvier 2025 par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Yvelines à l'Inspection des installations classées faisant état de moyens d'extinction incendie inutilisables sur le site de Bio Yvelines Services situé sur le territoire de la commune de Bailly.

L'Inspection des installations classées s'est rendue sur place, accompagnée du SDIS, le mercredi 29 janvier 2025 dans le but de constater ce défaut de moyens d'extinction mais également dans le but de procéder aux suites de la précédente visite d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIO YVELINES SERVICES
- Lieu-dit le Crapaud 78870 Bailly
- Code AIOT : 0006518021

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bio Yvelines effectue des activités de compostage. Il est soumis à la rubrique 2780-1 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie ;
- Suite de l'inspection du 27 juillet 2023 ;

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 15	/	Sans objet
4	Normes de transformation	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, Annexe I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les moyens de lutte incendie présents sur le site de l'exploitant ne peuvent pas être utilisés par le SDIS comme détaillé dans la fiche d'inspection n° 2 du présent rapport.

A ce titre, l'équipe d'inspection propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de procéder aux actions correctives permettant, sous un délai de 3 mois, un retour à la conformité de la bache souple d'eau d'extinction incendie présente sur le site.

L'équipe d'inspection propose également à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de réaliser, sous 1 mois, le plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site comme détaillé à la fiche n°3 du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité en cas de sinistre
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Accessibilité.  L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en oeuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.  [...]
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection constate que l'accès à l'installation est suffisamment dimensionné pour permettre l'accès des engins de secours et leur mise en oeuvre.  L'exploitant précise que cette voie d'accès peut être rendue disponible rapidement en cas d'accident survenant en période nocturne. Les moyens permettant l'ouverture du portail ont été communiqués par l'exploitant au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) qui procédera à la rédaction d'une fiche locale adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son</li></ul>

implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation ;

[...]

Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.

[...]

#### Constats :

##### Constats

L'équipe d'inspection constate l'existence d'une réserve incendie souple d'un volume de 240 m<sup>3</sup> sur le site. Cette réserve est équipée de deux points d'aspiration conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieur Contre l'Incendie.

L'équipe d'inspection constate cependant que les deux points d'aspiration de la réserve souple ne peuvent pas être utilisés par le SDIS. En effet, ces points d'aspiration sont dirigés vers le bas et à une hauteur du sol qui ne permet pas aux dispositifs des pompiers de s'y connecter. Le SDIS précise que conformément au règlement départemental susvisé, les points d'aspiration doivent être situés à une hauteur comprise entre 50 et 80 cm du sol afin que les tuyaux de raccordement du SDIS puissent s'y brancher.

L'équipe d'inspection constate que la surface prévue par l'exploitant autour de la bâche souple pour le stationnement des véhicules d'intervention du SDIS en cas d'incendie n'est pas suffisante. Ce point est confirmé par le SDIS qui précise à l'exploitant qu'une aire d'aspiration, permettant au SDIS de stationner ses véhicules verticalement à la bâche souple, doit être prévue pour chaque point d'aspiration. L'aire dédiée doit respecter *a minima* les dimensions suivantes : 4 mètres de large pour 8 mètres de long.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un bassin de gestion des eaux de ruissellement de la plateforme est présent sur le site dont les eaux contenues dans ce dernier étaient initialement prévues pour de l'extinction incendie. Le SDIS informe néanmoins l'exploitant que les eaux contenues dans ce bassin sont trop chargées et ne peuvent pas être utilisées par leurs camions équipés de motopompes au risque de les endommager.

L'équipe d'inspection constate donc qu'à ce stade l'exploitant ne possède pas de moyen d'extinction incendie satisfaisant. Le SDIS précise à l'exploitant que la réserve souple d'eau de 240 m<sup>3</sup> est cependant suffisante pour répondre à un incendie survenant sur la plateforme dès que cette dernière sera exploitable.

A ce stade, le SDIS est conscient de la situation et a bien identifié un déficit en eau sur ce site. Des moyens sont donc prévus par le SDIS en cas de départ de feu sur la plateforme d'ici à la mise en conformité de la bâche souple.

L'exploitant précise que le risque majeur de départ de feu provient des refus de bois. Ces déchets sont mis à l'écart des andains de compost et pourront être étalés par les engins de

l'exploitant au besoin, permettant ainsi au SDIS d'attaquer plus facilement le feu.

**Non-conformité n°20250129 - NC - 1**

L'équipe d'inspection constate que les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site de l'exploitant ne sont pas disponibles en l'état et ne peuvent donc pas être utilisés par le SDIS en cas d'incendie sur la plateforme.

Au regard de ces constats, l'équipe d'inspection propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de **mettre en demeure** l'exploitant d'opérer les actions nécessaires afin de rendre disponible et opérationnelle la bâche souple de 240 m<sup>3</sup> présente sur le site. L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, procéder à la surélévation de la bâche souple et à la mise en place d'aires d'aspiration suffisamment dimensionnées, comme précisé supra, afin de répondre à cette obligation.

L'exploitant doit informer l'Inspection des installations classées et le SDIS dès lors que ces actions sont mises en place afin que la bâche souple soit convenablement réceptionnée par le SDIS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Gestion des odeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des nuisances odorantes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit

les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en œuvre.

#### Constats :

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant a bien procédé à la mise à jour de son tableau de suivi des plaintes par l'ajout des informations précédemment manquantes à savoir : l'heure, les conditions météorologiques et la correspondance éventuelle avec une opération critique.

L'exploitant n'est cependant pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection le plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site comme demandé lors de la visite d'inspection du 27 juillet 2023.

#### Non-conformité n°20250129 - NC - 2 :

L'équipe d'inspection constate le non-respect, par l'absence du plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site, de la « Non-conformité n°20230727 - NC - 1 » relevée lors de la visite d'inspection précédente.

Au regard de ces constats, l'équipe d'inspection propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter cette obligation en produisant ledit plan dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Normes de transformation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nuisances olfactives

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2023

#### Prescription contrôlée :

[...]

PROCÉDÉ	PROCESS
Compostage avec aération par retournements	3 semaines de fermentation aérobie au minimum ; Au moins 3 retournements espacés d'au moins 3 jours ; 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.
Compostage en aération forcée	2 semaines de fermentation aérobie au minimum ; Au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant 24 heures) ; 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.

La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur, par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 m, à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 m et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.

[...]

**Constats :**

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son tableau de suivi des andains dans lequel figure le suivi des températures comme imposé à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012.

L'équipe d'inspection procède à l'analyse par échantillonnage des andains référencés et constate que pour l'andain « B2404 » trois mesures par semaines pendant 3 semaines correspondant à la phase de fermentation ont bien été réalisées conformément à l'annexe I susvisée.

Au regard des constats formulés, l'équipe d'inspection propose de lever la « *Non-conformité n°20230727 - NC - 2* ».

**Type de suites proposées :** Sans suite